

LIRE PAGE 34

Trois cent mille ouvriers sont en grève en Espagne ; l'agitation sociale s'amplifie, notamment dans le Sud, en Catalogne et dans les Asturies, alors même que le gouvernement d'appointie à présenter aux Cortes un plan de relance de l'économie. Si la plupart des revendications des travailleurs concernent les salaires, personne ne se trompe sur la signification politique de cette impatience. Trois mois après le mort de Franco, le projet de « libéralisation » est en question.

Des divergences croissantes et des signes de tension apparaissent au sein du gouvernement face à cette flambée de manifestations. Le conflit s'envenime entre les ministres qualifiés de « libéraux », partisans d'une ouverture réelle du régime, et ceux qui défendent des positions néo-fran-

Le premier gouvernement de Juan Carlos avait commémoré dans l'euphorie suscitée par les célébrations libérales et les bonnes intentions réformatrices, l'homme fort de la nouvelle équipe dirigeante était alors, sans conteste, M. Fraga Iribarne, vice-président, chargé de tous les problèmes d'ordre intérieur. Il se donnait deux mois pour définir un programme cohérent de réformes institutionnelles, et deux ans pour installer la démocratie.

Le climat créé par la disparition de Franco, la plus grande solennité, aussi, des autorités à l'égard des forces démocratiques, politiques et syndicales, ont débouché par la suite une dynamique qui a débouché, en janvier, sur une série de mouvements de grève et de manifestations de rue

Cette offensive pacifique, plus importante dans bien des cas que celle escomptée par les propres dirigeants des mouvements démocratiques, a provoqué, en retour, un durcissement des frangements. Immédiatement installés dans l'appareil d'Etat. La droite du régime, notamment sur la défensive en décembre, a maintenant repris l'offensive. Elle est aujourd'hui revenue à valser au maximum, à vouloir stopper, la très lente marche à la libéralisation annoncée par les amis de M. Fraga.

Le très décevant discours du 5 janvier de M. Arias Navarro a si bien illustré ce coup d'arrêt, a été si mal accueilli par les ministres et le peuple, qu'il a été considéré comme un véritable désastre. L'attitude de la police n'est pas moins révélatrice. Jusqu'au 31-janvier, respectant les consignes données par le ministre de l'Intérieur, elle intervenait avec modération, et parfois même avec complaisance. Elle a maintenant retrouvé ses vieilles méthodes, sa brutalité et son efficacité. Le manifestant tué mardi soir près d'Alicante — où les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des grévistes — a été la première victime de ce retour en arrière.

A Madrid, les arrestations et la mesure officielle se vivent de nouveau. Les premiers projets de réforme — révision du décret-loi antiterroriste, réglementation du droit de réunion et de manifestation, révision de code pénal, nouvelle loi électorale — ont pris beaucoup de retard ou sont sensés à la très lente procédure des Cortes, où la majorité est a priori hostile à la libéralisation. Ce sont désormais les ministres libéraux qui semblent sur la défensive.

M. Fraga aurait confié récemment à ses amis catalans qu'il était les plus grandes peines à vaincre ses collègues du gouvernement de la nécessité des formes. A plus ou moins long terme, il lui faudra sans doute négocier entre cautionner la réalisation de la droite franquiste et déserter le gouvernement. L'éloignement du général Masoch était l'objet d'un accord avec M. Fraga, ancien chef de haut état-major, humilié par Franco pour ses sympathies « libérales », et qui s'est réfugié momentanément dans le Caire, et qui commentait avec satisfaction à Madrid, où l'on espère plus guère espérer, pour cette année du moins, un vrai printemps espagnol.

Le représentant de l'Espeque aux Nations unies, M. Jaime del Pinal, a annoncé, mercredi 25 février, à M. Kurt Waldheim que les derniers représentants de l'administration espagnole quitteront d'ici le 28 février le Sahara occidental, sans attendre la date du 28 février 1976, qui était prévue par le règlement de Madrid. M. del Pinal a déclaré que le Sahara occidental est la Mauritanie. Cette déclaration a été interprétée à l'ONU comme un refus de Madrid de cautionner le rétablissement de l'assemblée locale du Sahara occidental, le *Djamaa*, convoquée par les autorités marocaines, et qui devra attendre la fin de l'année 1976.

M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, pourvu de l'ambassade de Tunisie à Tunis, a déclaré qu'il se rendra à Nouakchott sa mission de conciliation avant de se rendre à Tunis pour assister à la conférence de la Ligue arabe sur le Sahara occidental à Tripoli. Le gouvernement marocain a fait savoir à la Ligue arabe qu'il n'accepte pas la proposition du Secrétaire de convoquer une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe pour discuter du problème du Sahara occidental. Enfin, le département d'Etat américain a déclaré qu'il n'accepte pas la proposition de la Ligue arabe de discuter du Sahara occidental et a dépêché un émissaire, M. Alfred Atherton, dans les capitales arabes pour expliquer la politique américaine concernant le Sahara occidental.

De notre envoyé spécial

El-Aloum. — « Vous dites qu'il y a quarante mille réfugiés sahariens dans le désert. Où sont-ils ? Est-ce que vous les laissez aller à se battre pour nous chasser du Sahara ? Et même si c'était vrai, contre ces quarante mille réfugiés se dresseraient dix-huit millions de Marocains. Le Sahara n'est pas une affaire de territoire, c'est une affaire de personnes. » M. Driss Bazi, le jeune secrétaire d'Etat à l'Intérieur, chargé en ce moment du maintien de l'ordre au Sahara, ne marque pas de raisons pour paraître surpris de la seconde réaction. Le pair marocain réplique : « El-Aloum. Pour l'instant, les forces royales n'ont pas insisté sur les moyens. Et, pour la préserver, nous doute, pour qui a séjourné ici, que nous n'ayons encore tout ce qui est nécessaire. »

L'amiral et le commandant ma-

L'armée et la gendarmerie ma-

De notre correspondant

Alger. — Après l'accueil chaleureux réservé à M. Mitterrand, la visite à Alger de la délégation du parti socialiste français, invitée par le F.L.N., apparaît comme un événement politique majeur sur le plan des relations entre les deux formations, même entre les deux pays.

Mercredi matin 25 février, une prise de contacts a eu lieu au siège du F.L.N., entre les deux délégations, mais les conversations proprement dites n'ont commencé que l'après-midi. Fait exceptionnel, elles ont été ouvertes au siège de la présidence

Le président Boumediène était entouré de MM. Bouteflika, membre du Conseil de la révolution et ministre des affaires étrangères, Mazouz, ministre du travail et des affaires sociales, Messadia, coordinateur du parti, Ghazali, président de l'Amicale des Algériens en Europe.

On déclare, dans les milieux algériens autorisés, que les entretiens se sont déroulés « dans une atmosphère franchement amicale qui a permis l'analyse, d'une manière objective des liens d'estime existant entre les peuples algérien et français comme fondement pour la promotion d'une coopération réelle entre les deux pays ».

PAUL RAITA.

(Cont. from page 4)

Un conseil restreint doit fixer, vendredi 27 février, les grandes lignes d'un plan d'action gouvernemental en faveur de la prévention des accidents du travail. Le ministre du travail, M. Michel Dujarrier, termine ce jeudi la série de consultations qu'il a entamées avec les organisations syndicales et professionnelles ainsi qu'avec la Fédération des mutilés du travail; d'autres entretiens ont eu lieu au niveau du cabinet avec les syndicats d'inspecteurs du travail.

Le gouvernement paraît s'orienter vers une réforme du financement de l'assurance accidents du travail : le taux de cotisation varierait plus fréquemment en fonction de la fréquence de accidents dans chaque entreprise. Différentes mesures visant renforcer la prévention seraient également arrêtées ; le rôle des comités d'hygiène et de sécurité serait élargi.

Le plan d'action gouvernemental de trois ans, les accidents du travail devrait ressembler aux autres trams de mesures adoptées ces derniers mois en faveur des travailleurs manuels et des familles : un ensemble d'initiatives reposant plus sur la persuasion

Le questionnaire préalablement envoyé par le ministère aux organisations syndicales, annonce les grands chapitres du plan d'action gouvernemental, qui donnera lieu à la présentation, dès la session de printemps, d'un projet de loi sur les cotisations d'accidents du travail et de plusieurs textes

M. Giscard d'Estaing et la tragédie de Troyes

**DÉSAVOUEUR
OU SANCTIONNER ?**

(Lire page 3 l'article de
M. Giscard d'Estaing)

ARMON, BARNARD

par MAURICE DIVERGER

M.M. Ford et Brejnev ont en commun, un seul commun : ils sont opposés à l'entrée des communistes dans un gouvernement d'Europe occidentale, mais pour des raisons différentes. Pour M. Ford, c'est le fait que le communisme est le seul système qui n'établisse pas alors une dictature soviétique à Rome ou à Paris ; le second est qu'il y amoindrit dans les faits le rôle de la religion chrétienne. Les Etats-Unis et l'O.R.S.S. ne veulent des choses nettes, carrées, sans délimitations. Un parti communiste qui ne se présente pas comme tel est rejeté à l'est ; il doit pratiquer la dictature du prolétariat une fois au pouvoir, sans déféillance ni hésitation. Les Etats-Unis ne veulent pas sur les bords du régime soviétique, même si elles sont des normes : ça doit tolérer les déformations, les déviations, les dérives, les dérapages, les dérapages psychiatriques, comme autrui. Un gouvernement occidental, ça doit être à Washington au centre, et à l'ouest, à l'est, au sud, au nord, au large, au large.

compréhension du sénateur
oyen, pour qui les communistes
des suppôts du démon ; ça
ne doit pas mélanger les torchons
rouges avec les serviettes blan-
ches.

AU JOUR LE JOUR

IV. — Madrid : une certaine sérénité

Nous terminons cette série d'articles consacrés à la France vue par ses voisins par l'opinion des Espagnols, après avoir donné celle des Britanniques, des Allemands de l'Ouest et des Italiens. (Le Monde des 24, 25 et 26 février.)

Madrid. — L'Espagnol qu'on va
massiler dans les fossés de Madrid
les bras en croix, la poitrine
differte en défi, un rictus désespéré
et provocant. A ses pieds, les
cadavres sanglants des compa-
gnons déjà exécutés; dans l'ou-
verture, sur le côté, la troupe tétue
et horrifiée de ceux qui atten-
dent leur tour face aux soldats
français. *Los Dos de Mayo* de
Goya, mais sans seulement l'hydre des

remarquables tableaux de musée du Prado qui en compte tant et que les Espagnols visitent assidûment. C'est aussi, grâce au musée du peintre des petites gens, des costumes du mândrid du dix-neuvième siècle, le symbole d'une époque, d'une résistance, d'une affirmation nationale; le drapeau, mal enfoui au fond de la mémoire, ambigu et d'abord fondé sur la passion des relations entre deux peuples, le français et l'espagnol.

De notre envoyé spécial

MARCEL NIEDERGANG

L'aventure napoléonienne, au-delà des Pyrénées, n'a jamais complètement disparu de la conscience hispanique. C'est que les peuples gardent longtemps le souvenir des atrocités de leurs envahisseurs. Pour les Français, l'intervention armée en Espagne n'est que l'apogée d'une longue série de campagnes de Napoléon. Pour les Espagnols, c'est une blessure qui a compté, une ingérence déjà inammissible non seulement parce qu'elle était appuyée par des pelotonnettes mais parce qu'elle était, déjà, imposer un régime, un modèle d'Etat. Toutes

choses égales, le condamné à mort

Feut-il surcharger ce programme de

Clauserwitz : pour beaucoup d'entre nous, c'est le simple nom (prussien) d'un théoricien militaire, dont on ne connaît guère plus. A la rigueur, on épète une formule de lui, que les logomatiques ont transformée en formulette, ou en amulette : la guerre est la continuation de la politique. Et, par d'autres moyens (on cite cette phrase, fait remarquer Raymond

mon, en oubliant le mot *Erat*, qui n'est pas essentiel). On sait aussi, vaguement, que Lénine et, à travers Lénine, Mao Tsé-toung, ont fait leur miel (pour les hommes froids), en tant que stratèges, chefs de file de ce général, finalement vainqueur, voire méconnu. C'est sur cet homme, et plus encore sur son œuvre, qu'il l'ont tenu équilibré pendant que les autres, que Raymond Aron a écrit sur son dernier livre. Ses derniers livres sont : plus de huit cents pages au total, en deux volumes. Le premier volume concerne le dix-huitième siècle, les Lumières (qui forma Cieslowski), le plus encore le dix-neuvième siècle, son début auquel se déploya son œuvre, en pleine solitude intellectuelle. Le second tome est relatif au

inglisme siècle; l'œuvre clauswitzienne y sert, après coup, de clef aux perrils de prétende, à Raymond iron : grâce à elle, le philosophe se s'expliquer longuement, magistralement, sur Lénine, Hitler, Mao tsé-toung; sur Israël, la France et les Etats-Unis...

Faut-il surcharger ce programme de lecture ? Il me paraît en tout cas difficile de lire Aron sans prendre quelque connaissance (avant ou après) de l'œuvre clusewitsienne elle-même. Les éditions Gallimard publient au début de mars, traduites des écrits du stratège prussien, une belle anthologie : *De la révolution à la restauration*, par Carl von

Il s'agit de textes stratégiques, de lettres à Marie von Clausewitz épouse du général; elles mêlent la passion la plus vive, la plus outrée et la plus partitionnée, descriptions et des conseils campegnes de Russie, de Suède, etc. Chez Champ libre, vont, les Notes de Clausewitz sur le 1800, livre grande catastrophe, libre et jamais traduit en français. Libre avait déjà édité depuis. Compagne de 1814 édité en 1972. Espagne de 1815, en 1973. Les chez nous en 1980.

À quel il traité De la guerre,
e magistra per les Editions de
édité e
l'Inuit.

À page 24 les articles
(LÉVELLÉ LE ROY LADU-
PIERRE BERLOQUIN.)
LÉVELLÉ

René Dumont

CHINE

LA RÉVOLUTION CULTURALE

Comment la Chine
nourrit 850 millions d'hommes

Coli, l'Histoire immédiate dirigée
par J. Lacouture 224 pages 30 F

peut expliquer longuement, magistralement, sur Lénine, Hitler, Mao Tsé-toung ; sur Israël, la France et les Etats-Unis...

SEE

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

CORSE : le Sud peut virer à gauche

De notre correspondant

Ajaccio. — En rappelant solennellement les dispositions d'ordre moral prises pour lutter contre la fraude, M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif. Mais il apparaît que la procédure du vote par correspondance est encore trop complexe et qu'elle implique un nombre multiple de démarches. Les décrets d'application ont, en surplus, tardé et bien que l'on se demande si tout, ce qui le désirent, principalement lorsqu'il s'agit de la Corse, ne peut être réellement exprimé. Au demeurant, la consultation des 1 et 2 mars, qui interviendra trois jours des élections cantonales insulaires, ne verra pas les résultats hypothétiques par le vote par correspondance.

La campagne en Corse comme ailleurs, est politique. Majorité présidentielle et union de la gauche s'affrontent. Mais, pour la première fois en vote dans des cadres administratifs différents, le conseil général unique aura été scindé en deux parties, la départementalisation.

En Haute-Corse, la gauche est largement majoritaire. Quinze sièges contre onze. Elle le démontrera, selon toutes probabilités, d'autant que ses candidats ne sont pas en nombre de six contre sept. La majorité présidentielle, au contraire, a été divisée en deux parties. M. Jean Riolsac, secrétaire radical, a été élu conseiller général de la Haute-Corse. M. Jean Riolsac, conseiller général de la Haute-Corse, a été élu conseiller général de la Haute-Corse. M. Jean Riolsac, conseiller général de la Haute-Corse, a été élu conseiller général de la Haute-Corse.

QUATRE-VINGT DIX-NEUF AFFRONTEMENTS ENTRE SOCIALISTES ET RADICAUX DE GAUCHE

De notre correspondant

M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, a indiqué, mercredi 25 février, que dans quatre-vingt-neuf cantons, les candidats de son mouvement s'opposent à des candidats socialistes. Au second tour, à-t-il ajouté, la discipline de la gauche sera digne de la gauche.

D'autre part, le parti socialiste a fait savoir qu'il soutiendra, dans les cantons où il est en tête, les candidats de la majorité présidentielle. Dans ces cantons, la Fédération socialiste avait décidé de maintenir ses propres candidats de la majorité présidentielle.

Le parti radical a précisé, mercredi 25 février, qu'il présente dans cent quatre-vingt-quatre cantons, cent quarante-cinq candidats socialistes et cent trente-cinq candidats radicaux de gauche, afin de « respecter les engagements pris au sein des alliances municipales ». Le parti radical s'oppose aux candidats socialistes dans les cantons où il est en tête.

Le mouvement des démocrates, qu'il a rejoint, a annoncé, mercredi 25 février, qu'il soutiendra une liste unique de candidats, et qu'il appuiera son soutien à une quinzaine d'autres.

L'U.D.R. cherche un leader qui assure sa relance

M. Jacques Chirac, entouré d'un membre de son cabinet et de M. René Tomassini, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, a convié à dîner, mardi 24 février, trois des principaux responsables de l'U.D.R. : MM. André Bord, secrétaire général, Yves Guéna, délégué général chargé des affaires, et Lucien Neuwirth, secrétaire du mouvement. Le premier ministre, qui a rappelé qu'il bénéficie de la confiance du président de la République, s'est comporté, selon ses hôtes, comme l'homme chargé de diriger la tactique de la majorité sous l'autorité du chef d'Etat : la définition de la stratégie demeure l'apanage de ce dernier. M. Chirac a assigné aux dirigeants de l'U.D.R. la mission de faire de celui-ci « un grand mouvement politique populaire », dans

la perspective des élections législatives de 1978. Il leur a demandé de planifier leur action, de multiplier les réunions, les interventions, les articles, de préparer des dossiers sur les grands problèmes, de travailler « comme un grand parti politique moderne ». Ces indications comportaient le reproche implicite de n'avoir pas été assez dynamiques, grief que M. Chirac avait d'ailleurs formulé avec vigueur devant le bureau exécutif du 4 février. Cette ambition renouvelée révèle aussi l'intention de M. Chirac de renforcer et d'encadrer davantage le secrétariat général. Le premier ministre, qui avait déjà fait part de ses intentions aux « barons » du gaullisme au cours du déjeuner du mardi 17 février, entreprend ainsi un rassemblement et une relance de l'U.D.R.

La perspective de regrouper dans une formation unique et nouvelle tous les partisans du président de la République recrutés parmi les militants actuels de l'U.D.R., des républicains indépendants, des centristes et des radicaux et ouverte à toutes les adhésions individuelles (Le Monde du 24 février 1976). Cette formule devrait permettre de rejeter les débats des contestataires, les nostalgiques, qui se recrutent surtout dans les rangs de l'U.D.R., mais elle permettrait d'assurer quelque vengeance, si elle pouvait marquer une percée dans le mouvement gaulliste qui a été déçu par le vote de M. Chirac.

M. Chirac a insisté sur le fait que le mouvement gaulliste n'est pas un mouvement de gauche, mais qu'il est un mouvement de droite. Il a souligné que la composition de la majorité serait déterminée par la volonté du peuple. M. Chirac a souligné que la composition de la majorité serait déterminée par la volonté du peuple. M. Chirac a souligné que la composition de la majorité serait déterminée par la volonté du peuple.

DÉFENSE

FAUTE DE CRÉDITS

L'Armée de l'air a dû réduire en 1975 l'entraînement opérationnel de ses équipages

En 1975, l'Armée de l'air française a dû réduire de 17,5 % environ le nombre de ses heures de vol par rapport à l'année précédente. Cette situation, qui a été qualifiée de « préoccupation » par l'état-major, qui estime qu'il lui faudra faire en 1976 un effort de gestion, pour maintenir le niveau opérationnel des unités. Le dernier numéro de la revue officielle Armées d'aujourd'hui indique que, en 1975, « l'augmentation du prix des carburants a entraîné une réduction de 17,5 % du nombre de heures de vol effectuées par les unités ». On note la diminution des heures de vol effectuées par les unités, malgré un effort financier de 400 millions de francs en 1974, malgré un effort financier de 400 millions de francs en 1974.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif. Mais il apparaît que la procédure du vote par correspondance est encore trop complexe et qu'elle implique un nombre multiple de démarches.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération a été mis en place par M. Jean Riolsac, président de la région, a affirmé que la disposition de certaines personnes constitue « la condition réelle d'un climat d'urgence ». Il est de fait que la suppression du vote par correspondance — tant réclamée par la gauche insulaire pendant des années, et intervenue au lendemain des tragiques événements d'Algeria, pour être considérée comme un facteur positif.

UNE JOURNÉE avec GEORGES MARCHAIS SUR EUROPE 1

LE 25 MARS SUR EUROPE 1 UNE JOURNÉE AVEC MICHEL PONIATOWSKI

SERIE DIVISION MILITAIRE SURA CRÉE EN CORSE

Sur la proposition de M. Yvon Bourque, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 25 février a approuvé l'instauration en Corse d'une division militaire territoriale, rattachée à la région militaire de Marseille. Cette réforme du commandement obéit à la création des deux départements : la Haute-Corse et la Corse-du-Sud.

Le général commandant la division militaire territoriale assurera le commandement de la région militaire de Marseille. Cette réforme du commandement obéit à la création des deux départements : la Haute-Corse et la Corse-du-Sud.

ARMÉE

Le tribunal permanent des armées de la Corse a condamné, mercredi 25 février, deux militaires à des peines de prison pour des faits de désobéissance. Les deux militaires ont été condamnés à des peines de prison pour des faits de désobéissance.

Le tribunal permanent des armées de la Corse a condamné, mercredi 25 février, deux militaires à des peines de prison pour des faits de désobéissance. Les deux militaires ont été condamnés à des peines de prison pour des faits de désobéissance.

Le tribunal permanent des armées de la Corse a condamné, mercredi 25 février, deux militaires à des peines de prison pour des faits de désobéissance. Les deux militaires ont été condamnés à des peines de prison pour des faits de désobéissance.

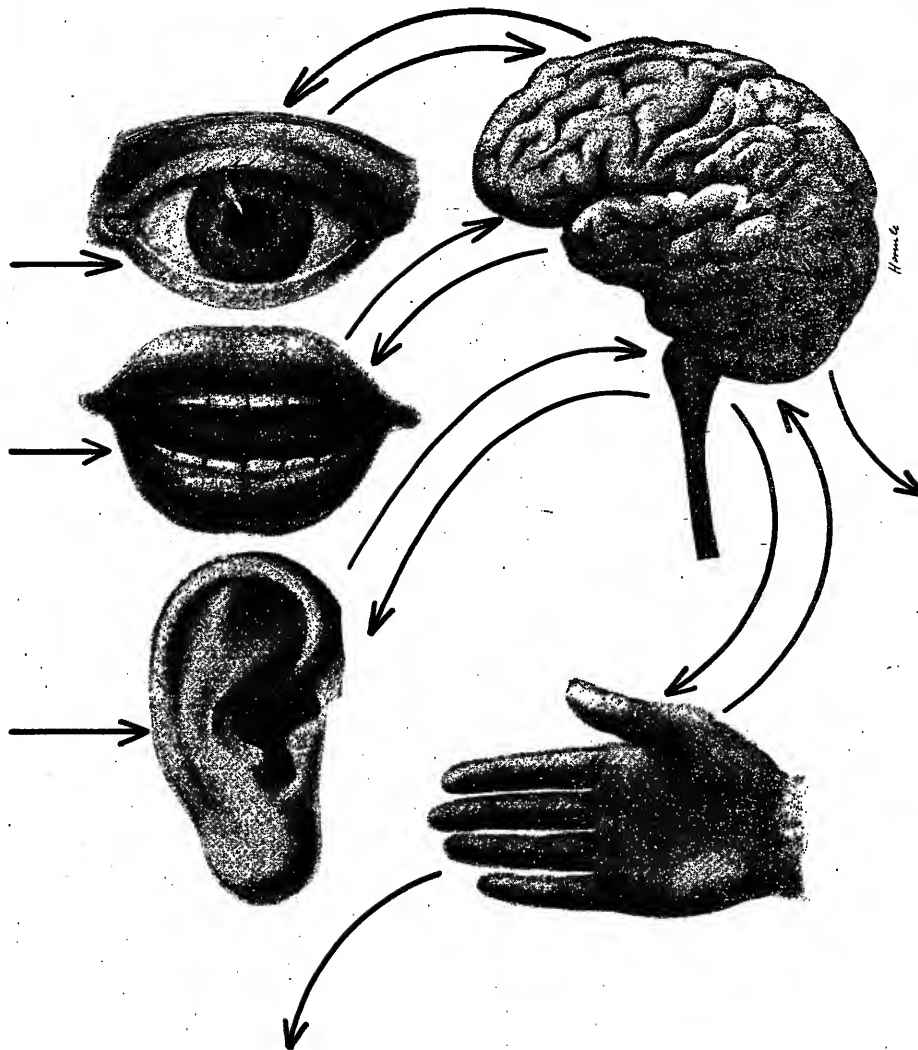
LA VIE POLITIQUE

LA VIE PAR IZMOGOU

LA VIE PAR IZMOGOU

LA VIE PAR IZMOGOU

LA VIE PAR IZMOGOU



Pour tout ouvrage qu'elles publient, les Editions du CNRS font paraître une documentation. Afin de recevoir régulièrement cette documentation, entourez d'un cercle la ou les sections qui vous intéressent (veuillez indiquer s'il s'agit d'une inscription ☐ ou de la modification d'une inscription antérieure ☐.

SCIENCES EXACTES ET NATURELLES

- | | | |
|---|--|--|
| 1 mathématiques et modèles mathématiques | 10 physico-chimie des interactions et des interfaces | 19 physico-chimie des polymères et des molécules biologiques |
| 2 informatique, automatique, analyse des systèmes, traitement du signal | 11 chimie et physicochimie des matériaux solides | 20 biochimie |
| 3 électronique, électrotechnique, optique | 12 physique de la matière condensée | 21 biologie cellulaire |
| 4 mécanique, énergétique | 13 physique des solides | 22 biologie des interactions cellulaires |
| 5 physique théorique | 14 physique de la matière condensée - cristallographie | 23 pathologie expérimentale et comparée |
| 6 physique nucléaire et corpusculaire | 15 géophysique et géologie interne, minéralogie | 24 thérapeutique expérimentale, pharmacologie |
| 7 astronomie et environnement planétaire | 16 géologie sédimentaire et paléontologie | 25 physiologie |
| 8 physique atomique et moléculaire | 17 océanographie et physique de l'atmosphère | 26 psychophysiologie et psychologie |
| 9 structure et dynamique moléculaire, chimie de coordination | 18 synthèse organique et réactivité | 27 biologie et physiologie végétales |
| | 19 chimie organique biologique et chimie thérapeutique | 28 biologie animale |

SCIENCES HUMAINES

- | | | | | | |
|------------------------------|---|--------------------|-----------------------|-----------------|-------------------------|
| 29 écologie | 34 architecture / urbanisme | 37 danse / musique | 42 études africaines | 47 linguistique | 52 sciences religieuses |
| 30 agriculture | 35 arts graphiques / sculpture | 38 droit | 43 génie | 48 littérature | 53 sociologie |
| 31 alimentation | 36 cinéma / photo / théâtre / spectacle | 39 économie | 44 géographie | 49 philosophie | 54 information |
| 32 archéologie historique | | 40 éducation | 45 histoire | 50 politique | |
| 33 archéologie préhistorique | | 41 ethnologie | 46 histoire médiévale | 51 psychologie | |

☐ exemplaire (s) du Catalogue général (annuel)
☐ exemplaire (s) du Catalogue : Sciences de la terre

☐ exemplaire (s) de l'extrait du catalogue : parutions récentes
☐ exemplaire (s) du dépistant : revue de l'art

☐ exemplaire (s) de toute documentation dans les disciplines retenues.

Nom et prénom (en capitales)

Titre ou fonction

Adresse complète

Code postal actuel

Éditions du CNRS
 15 quai Anatole France. 75700 Paris

C.C.P. Paris 9151-53 — Tél. : 555.92.25 — Télex 260034

Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE
 A REÇU
 LE PÈRE CARRI

M. U.
 L'Académie française a reçu le 27 février 1976 le livre "Le Père Carri" de M. U. L'ouvrage est consacré à la vie et à l'œuvre de ce grand écrivain. L'auteur, M. U., a su rendre avec une grande finesse et une grande sensibilité l'atmosphère de l'époque et le caractère de son héros. Le livre est une véritable œuvre d'art, qui mérite d'être lue et méditée. L'Académie française a donc décidé de le recevoir avec plaisir et de le publier dans sa collection.

مكتبة من الأصل



BERNARD RAFFALI
 5 La Pointe Verte, Théâtre de
 Montmartre, rue Louis-Michel,
 100 Montmartre, tel. 52-42-42.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	66,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

OFFRES D'EMPLOI

ORUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
recherche
DELEGUES COMMERCIAUX
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX
LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ) pour participer à sa campagne de promotion de la presse économique dans les entreprises.

Le candidat :
• devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements.
Expérience souhaitée.
• devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaité).

La rémunération
est élevée en fonction des résultats statut saisi, congés payés.
Disponibilité immédiate.
Résident à PARIS même (pour les postes de PARIS) et dans les villes citées pour les postes de PROVINCE.

Adresses votre candidature à :
L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
Service des Délégués commerciaux
15, rue Tiphaine 75015 PARIS
Joindre C.V. + Photo

OFFRES D'EMPLOI

Un établissement public français est chargé de contribuer à la création dans un pays du Moyen-Orient et en collaboration avec les autorités locales, d'une école supérieure de gestion. Cette opération est faite en liaison avec la Fondation nationale pour l'amélioration de la gestion.

IL RECHERCHE :
UN CO-DIRECTEUR FRANÇAIS
docteur d'état ou Ph. D. Il consulera le directeur local dans l'élaboration des programmes et le suivi de l'établissement. Durée du contrat : 2 ans renouvelables.

SIX PROFESSEURS
(économie, gestion, sciences sociales, techniques quantitatives, langues).
Ces hommes travailleront en équipe et devront entièrement bâtir le système pédagogique. Ils seront aidés par une grande école de gestion française.

Les candidats aux postes de co-directeur et de professeurs doivent avoir, outre un bon savoir universitaire, une solide expérience de la vie des entreprises et des problèmes de développement auxquels elles sont confrontées, ainsi que la maîtrise de la langue anglaise.

Les salaires seront en rapport avec les responsabilités et les conditions de vie locales.

Envoyer candidatures manuscrites, curriculum vitae, références et photographies à n° 8302, « LE MONDE » Publi, 5, rue des Italiens, 75001 Paris-01.

OFFRES D'EMPLOI

SNS
recrute d'urgence

INGÉNIEUR « MÉTHODE »
OU
PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste consisterait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à :
SNS - Direction du Personnel
Service Emploi - B.P. n° 25
BIRMANDREIS - ALGER

RECHERCHE
JEUNE DIPLOMÉ
Business School US
avec excellente contacts dans milieux affaires et bancaires.
Téléphone (deux anglais).
Aiment voyager pour promouvoir dans monde entier service information spécialisée haute qualité.

Envoyer sous n° 24547 M. RECHER-PRESSER, 65 rue de Valenciennes PARIS (20) qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Editeur Parisien pour la Jeunesse
recherche
DIRECTEUR ARTISTIQUE

Très averti des techniques d'imprimerie et de reproduction.

Pour diriger travaux d'illustration, maquette, mise en page et présentation de livres pour la jeunesse.

Merci d'envoyer C.V. détaillé et présent. n°/at. 211, à SWEET'S, R.P. 200, 10401 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

UN FABRICANT DE PRODUITS D'HYGIENE SUCCO-DENTAIRE (Paris Levallois) cherche un
directeur des ventes

Ce directeur prend en charge le recrutement, l'appui en clientèle des représentants et les négociations avec les grossistes et les revendeurs importants. Il participe à la conception des actions promotionnelles et à l'animation des cycles annuels de formation.

C'est un homme de 35 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 10 ans d'expérience de la distribution des produits de consommation, dont 5 ans au moins à la tête d'une équipe importante (il sera le patron d'une trentaine de chefs de région et représentants).

Envoyer à J.-E. LEYMARIE sa réf. 3000 LM.

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
(LYON - LILLE - GENÈVE - BRUXELLES)

OFFRES D'EMPLOI

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SON ACTIVITÉ MINI-INFORMATIQUE UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Ayant une expérience d'au moins 2 ans dans le vente des petits ordinateurs et une bonne connaissance de leurs applications. Des postes sont à pourvoir à Paris et à Lille.

DES INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX
Devant assurer la promotion et le support technique sur nos matériels et nos logiciels une expérience similaire est souhaitable.

DES RESPONSABLES DE PROJET
Capables d'assurer la conception et la réalisation de systèmes et de logiciels dans les domaines :
• de l'administration,
• de l'industrie,
• de la santé et de la gestion de transaction.

Ces ingénieurs devront avoir une expérience d'au moins 3 ans dans ces domaines ou des connaissances équivalentes.

Envoyer références et prétentions à :
M. GAMBERT
18, rue du Parc de Clagny, 75008 VERSAILLES



emploi régionaux

unisab

No 1 de l'information des animaux domestiques en FRANCE avec CANIGOU, RONRON, KITEKAT, PAL...

recherche pour son **DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**

1 ANALYSTE ORIENTATION GESTION
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

2 PROGRAMMEURS
niveau BAC
expérience en programmation : 2 ans sur IBM 370 DGS/VS
bonnes connaissances : COBOL, ANS - GAP souhaitables

Adresser lettre de candidature + C.V. et photo à UNISAB, service du personnel BP No 7 - 45000 ST DENIS DE L'HOTEL

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL RÉGION RHÔNE-ALPES
recherche
RESPONSABLE GESTION DE LA PRODUCTION

• Gestion et tenue des stocks.
• Lancement, ordonnancement, planning.
• Contrôle de production.

Les candidats doivent justifier d'une bonne expérience en gestion de la production dans la fabrication mécanique en moyenne série. Une ouverture à l'informatique est souhaitable.

Adr. curriculum vitae détaillé + lettre motivationnaire + photo + prétentions.
N°/at. 224, à MONDIA Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS qui transmettra.
Discrétion et réponse assurées.

cadre de banque

pour occuper un poste d'ingénieur, responsable, en tant qu'équipe de direction de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises industrielles et commerciales.

Ce poste exige :
— une formation supérieure ;
— une expérience bancaire de 4 à 6 ans ayant permis d'acquiescer à des connaissances approfondies de la clientèle « Entrepreneurs » ;
— une bonne maîtrise des crédits ;
— une aptitude aux contacts humains au niveau le plus élevé.

Age minimum : 35 ans.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 8301 « LE MONDE » Publi, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS (20) qui transmettra.

directeur général 180 000 F+
pour une entreprise industrielle (alimentaire) d'une grande ville du Ouest.
(500 collaborateurs - CA 200 MF).
Formation supérieure, 40 ans minimum, expérience de la fonction dans la distribution.
Envoyer sa réf. 3016 LM à

EMPLOIS / CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Recherche
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ou CHIMISTE TECHNIQUE-COMMERCIAL
pour vente fournitures et appareils de laboratoires sites et Région.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et présent. à :
SUD MARKETING, sous le n° 10400, 148, avenue Roger-Salengro - 13015 MARSEILLE.

INFOREX

RECHERCHE
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
référence R 001
Paris, Rouen, Marseille, Strasbourg.
Expérience nécessaire 3 ans minimum dans la vente de matériel informatique (ordinateurs ou périphériques).

ASSISTANT PRODUIT
référence R 002
Pour action de support et formation des forces commerciales. Profil orienté applications.
Expérience informatique 5 ans, tous systèmes / transmissions.
Anglais courant.

TECHNICIENS DE MAINTENANCE
référence R 003
Toute la France et en particulier Paris, Dijon, Lyon.
Expérience matériel informatique.
Anglais technique lu.

adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions avec N° de référence à :
INFOREX Direction du personnel
10, rue Jean Jaurès 92807 Puteaux

INFOREX ORGANISE L'INFORMATION

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE PARIS
et ses agences gèrent pour ses bureaux de SEVRES (Seine-et-Oise)

CADRE DE GERANCE
Chargé de la gestion de 2 à 5 logements locatifs dans la région de Paris.

Le candidat possèdera une formation juridique ou commerciale, ou élève B.P. ADMINISTRATEUR DE BIENS.

Il devra avoir fait la preuve de son aptitude au commandement.

Permis de conduire exigé.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions, à :
M. ALAIN, CONTEXTE Publi, 5, rue de Valenciennes, 75001 PARIS (20) qui transmettra.

Important Groupement d'immobilier de Paris 15000 logements sous 000/VS recherche
JEUNE HOMME
niveau B.E.P.C.
pour maintenance et travail de bureau

PROGRAMMEUR Hne d'expérience ayant eu en expérience programmation, les conditions seront envisagées.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à :
AGS.A.L. 118, rue de Valenciennes, 75001 PARIS (20) qui transmettra.

Centre René Huguenin 1, rue Gaston-Lafayette 92000 NANTERRE
INFIRMIÈRE D.E.
Salaire 2000 F, 2001 francs
à 9 ans antérieurs : 3100 francs
+ prime 150 F. Possibilité logement. Élévation de grade par 100 sur R.V. 40-20-25 p. 212.

TRAVAUX PUBLICS
Groupe français de tout premier plan recherche pour sa
DIRECTION RÉGIONALE ROUEN
INGÉNIEUR T.P., A.M. ou équiv.
pour poste haute responsabilité technique et gestion.

CHEF DU SERV. ELECTRIQUE
Ingénieur ou équivalent.
forte expérience requise en installations industrielles, réseaux, éclairage public, etc...

ADJOINT TECHNIQUE V.R.D.
Canalisations, stations de pompage, etc...
Quelques années d'expérience.

Adr. C.V. prêt, photo à Roger LAMY
LAMCO-CONSEILS ENTREPRISES
78, Champs Elysées 75008 PARIS
Discrétion absolue assurée.

IMPORTANT ET BANCAIRE REGIONAL
recherche
Centre Administratif Département Informations dans grande ville de Sud-Est

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS
Diplômés I.L.T. Informatique, 2 à 4 ans d'expérience pratique, connaissance des langages COBOL, FORTRAN, ALGOL, BASIC, PASCAL, etc...
Adresser C.V. détaillé à :
LYON, sous le n° 5401.

offres d'emploi

un analyste
recherche
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

INGÉNIEUR
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

CONTROLLER
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

DESEMPLOIE PUBLIC MAROCAIN
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

PLUSIEURS ORGANISATIONS
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

jeune responsable commercial et administratif et financier
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
(LYON - LILLE - GENÈVE - BRUXELLES)

TERRA DES HOMMES FRANCHES
COLLABORATEUR ADMINISTRATIF
niveau études supérieures
expérience en organisation dans le conduite des projets informatiques à 2 ans minimum
notions de recherche opérationnelle souhaitées
bonne connaissance de l'anglais

مكتبة الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

CONCORDE A NEW-YORK ?

Les syndicats veulent réagir

La décision du Parlement de l'Etat de New-York, confirmée par le gouvernement de cet Etat, d'introduire l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy, suscite de vives réactions syndicales des deux côtés de la Manche. Les ouvriers de l'usine de la British Aircraft Corporation ont ainsi manifesté à Filton, près de Bristol, pour protester contre les licenciements prévus de mille deux cents personnes. En France, les représentants des syndicats envisagent de rencontrer leurs collègues britanniques pour arrêter une position commune.

De son côté, M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a jugé la décision des autorités de New-York « injuste et inacceptable ». Il a décidé d'interpeller un certain nombre de députés français afin de soutenir la carrière de l'union européenne. Il demandera, enfin, à l'U.D.F. d'engager une action qui permette à l'opinion de poursuivre sa carrière commerciale à l'échelle mondiale avec les autres aéroports.

M. Kunt Hammarberg, directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA), a pour sa part, critiqué la mise en service de Concorde. « C'est une machine qui n'a pas de volant, qui vole à un moment où le prix du carburant est élevé », a-t-il déclaré. L'union européenne des trois à quatre fois plus de carburant par passager que n'importe quel autre appareil.

A moins d'être empêchés par une décision judiciaire, Air France et British Airways envisagent de mettre Concorde en service commercial sur l'aéroport de New-York-Kennedy, à partir du samedi 10 avril.

L'affectation des « locaux collectifs » à Paris

Y A-T-IL DE BONNES ET DE MAUVAISES ASSOCIATIONS ?

Les associations de quartier peuvent se voir attribuer, conformément à la circulaire de décembre 1971 du ministère de l'équipement, sur l'action sociale et culturelle, des « locaux collectifs résidentiels » dans les grandes opérations publiques. Certaines de ces associations, dans les 12^e, 15^e et 17^e arrondissements notamment, s'efforcent de cette possibilité leur soit concrètement reconnue.

« Pourquoi l'Office des H.L.M. de la ville de Paris, après avoir attribué des locaux collectifs résidentiels, en a-t-il remis sur sa décision ? », demande l'Association pour l'animation et le gestion des équipements collectifs dans l'Est-Saint-Eloi (APAGEUSE).

Cet été, à l'initiative d'un travailleur l'APAGEUSE, regroupant quinze associations du 12^e arrondissement, comprend près de mille cinq cents logements dont plus de huit cents ont été construits par l'Office des H.L.M. 600 mètres carrés de locaux collectifs résidentiels sont actuellement disponibles. Compte tenu du loyer annuel enclavé par l'Office des H.L.M. par mètres carrés, l'APAGEUSE a demandé à disposer de 300 mètres carrés de locaux : le 3 décembre 1971, le conseil d'administration de l'Office lui a attribué 378 mètres carrés. Mais, par une lettre du 24 novembre 1971, l'Office des H.L.M. a informé l'APAGEUSE qu'il était revenu sur sa décision et que les locaux avaient finalement été remis à la disposition de deux associations sportives (Choe et ping-pong). « Officiellement, on reproche à un groupement, l'usage des locaux collectifs, d'après des tiers dévoués, le port communautaire. Or nous sommes une association formée à partir de la loi de 1951, nous ne faisons pas de politique », rétorque l'APAGEUSE, qui précise :

« Nous proposons aux habitants du quartier des activités éducatives, culturelles et sportives. »

[C'est-à-dire, en d'autres termes, de fonder : « A-t-il de bonnes et de mauvaises associations ? »]

« Cette affaire soulève une question de fond : « A-t-il de bonnes et de mauvaises associations ? »

« Les associations de quartier, dans les arrondissements politiques, qu'on leur prête et qu'on engage dans cette voie, même sans l'aval officiellement, on connaît son sentiment en fait de droit, mais on ne s'agit pas de s'attacher les locaux collectifs résidentiels pour organiser une participation effective des habitants ? »

« Les associations de quartier, dans les arrondissements politiques, qu'on leur prête et qu'on engage dans cette voie, même sans l'aval officiellement, on connaît son sentiment en fait de droit, mais on ne s'agit pas de s'attacher les locaux collectifs résidentiels pour organiser une participation effective des habitants ? »

• UN BIDONVILLE EN MOINS. A NICE. — L'un des plus grands bidonvilles de France, celui de la Digue des Français, à Nice, disparaîtra au début du mois de mars. Ses habitants seront assésés relégués dans une cité provisoire à la périphérie de la ville et dans deux autres zones. Une partie des travailleurs algériens et tunisiens du bidonville vont, dès la fin du mois de février, dans la cité modulaire de mille six cents lits située à l'ouest du Parc des sports de l'Ouest, et de celle autre partie occupant sept logements dans les deux foyers de Riquier et de Sagot.

• NON A LA CENTRALE DU CAP GRIS-NEZ. — Au nord des chambres de commerce de Calais, Dunkerque et de Saint-Omer, M. Jean Delpla, président de la chambre de commerce de Boulogne, a écrit au préfet du Nord pour lui exprimer « les plus extrêmes réserves » sur l'éventuelle construction d'une centrale nucléaire au cap Gris-Nez.

ENVIRONNEMENT

LES SUITES DU RAPPORT DELMON

Les usagers pourront participer davantage à l'aménagement de leur cadre de vie

Le conseil des ministres du 25 février a adopté une série de mesures qui tendent à donner un peu plus de pouvoir aux usagers dans le domaine de l'aménagement de leur cadre de vie. Les usages étaient proposés par M. Robert Galley, ministre de l'équipement. Elles portaient sur la réforme de l'enquête publique. Les autres émanaient de M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, qui s'inspirait des quarante-cinq propositions avancées par le rapport de M. Pierre Delmon (« Le Monde » du 11 février).

Les procédures d'enquête d'utilité publique vont être réformées : elles seront désormais plus complètes et de plus grande portée (voir le Monde du 12 et du 26 février).

Les demandes de permis de construire seront désormais publiées. Elles seront inscrites sur un registre ouvert dans toutes les communes qui n'ont pas encore de plan d'occupation des sols (voir le Monde du 12 et du 26 février).

Une réunion d'information sur le cadre de vie sera organisée chaque année dans chaque département avec la participation de tous les citoyens intéressés. Des inspecteurs généraux vérifieront périodiquement que les projets d'aménagement ont bien été rendus publics.

Un groupe de travail présidé par un conseiller d'Etat va mettre

à l'étude un mécanisme d'addition publique destiné à recueillir l'avis des citoyens, sur les grands projets d'aménagement ainsi que sur le fonctionnement des services publics.

Dans toutes les commissions d'aménagement, l'urbanisme, l'architecture, la protection des sites et l'hygiène des personnes qualifiées, notamment en raison de leur appartenance à une association, seront introduites.

Dans les organismes qui gèrent ou auront à gérer l'eau, l'air, les espaces verts, les parcs, les forêts, les zones naturelles ou fragiles, les déchets, etc., des personnes qualifiées prises de préférence parmi les représentants d'associations seront placées.

Les associations syndicales (groupant des résidents) va être reformées pour permettre à leurs membres de gérer des services collectifs.

Le conseil des ministres a également adopté une série de mesures qui tendent à donner un peu plus de pouvoir aux usagers dans le domaine de l'aménagement de leur cadre de vie. Les usages étaient proposés par M. Robert Galley, ministre de l'équipement. Elles portaient sur la réforme de l'enquête publique. Les autres émanaient de M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, qui s'inspirait des quarante-cinq propositions avancées par le rapport de M. Pierre Delmon (« Le Monde » du 11 février).

Le conseil des ministres du 25 février a adopté une série de mesures qui tendent à donner un peu plus de pouvoir aux usagers dans le domaine de l'aménagement de leur cadre de vie. Les usages étaient proposés par M. Robert Galley, ministre de l'équipement. Elles portaient sur la réforme de l'enquête publique. Les autres émanaient de M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, qui s'inspirait des quarante-cinq propositions avancées par le rapport de M. Pierre Delmon (« Le Monde » du 11 février).

LE COMITÉ DE LA CHARTRE DE LA NATURE : des mesures à compléter

Dans un communiqué diffusé ce jeudi 26 février, le comité de la charte de la nature affirme qu'il a pris connaissance avec intérêt des mesures prises par le gouvernement pour la mise en œuvre de la charte de la nature. Le comité de la charte de la nature affirme qu'il a pris connaissance avec intérêt des mesures prises par le gouvernement pour la mise en œuvre de la charte de la nature.

Le comité de la charte de la nature affirme qu'il a pris connaissance avec intérêt des mesures prises par le gouvernement pour la mise en œuvre de la charte de la nature. Le comité de la charte de la nature affirme qu'il a pris connaissance avec intérêt des mesures prises par le gouvernement pour la mise en œuvre de la charte de la nature.

A PROPOS DE...

L'ENTRETIEN DU BOIS DE VINCENTES

Les Parisiens proprement au vert

M. Jean Clouet, maire indépendant de Vincennes, vient de critiquer la façon dont est entrepris et suivi le travail qui porte le nom de la commune dont il est responsable, mais qui en fait appartient à la Ville de Paris.

La loi de Vincennes a été la propriété des rois de France, qui l'ont transmise sur leur fortune personnelle. Napoléon III s'est débarrassé de cet encombrant patrimoine en l'offrant à la Ville de Paris. C'est à cette époque que le bois de Vincennes, réel et à fait, désigné M. Clouet. Depuis, on a laissé celui-ci se dégrader sans mesure les destructions entraînant par la pollution. La forêt n'a pas été entretenue. Le bois de Vincennes demande actuellement d'un parking soit aménagé à la station de métro - Porte de Vincennes - pour accueillir les 1500 véhicules qui stationnent illégalement dans le bois.

Sur le fond, M. Clouet soutient que la gestion du bois de Vincennes soit confiée à un organisme intercommunal ou bien revienne à la charge du département du Val-de-Marne.

A la suite de ces propositions, M. Jean Clouet, maire de Vincennes, a déclaré :

« Je doute que la Ville de Paris consente jamais à l'aménagement du bois de Vincennes, qui, en fait, n'est pas à elle mais à la commune de Vincennes. »

La sécurité urbaine. Tous les grands espaces verts dans les grandes agglomérations sont perdus. Beaucoup de Parisiens souhaitent un renforcement des patrouilles de la surveillance, et, sur un plan très pratique, un contrôle très strict de la limitation des vitesses des véhicules. Les bois de Vincennes et de Boulogne doivent, sans perdre leur caractère, devenir des parcs de la ville, comme ceux de la capitale.

A MOTITÉ PRIX!

des montures de LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

Exemples	Prix optique traditionnelle	Prix net COSMAS
Monture TOMMY	65,00	33,00
Monture LESLO	148,00	74,00
Monture JIMMY	200,00	100,00
Monture UNO	272,00	136,00
Monture JOKA	390,00	195,00

Les Laboratoires d'Optique COSMAS sont les plus importants laboratoires de montage optique français. COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an ont été posées à l'œil des Français. Un choix de 3.000 montures, (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

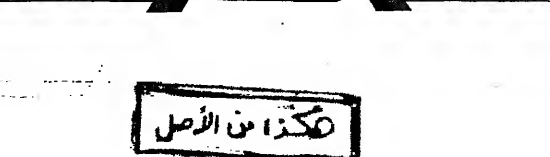
A NOTRE CENTRE DE MONTURENASSE
41 Bd du Montparnasse 6°
LENTILLES CORNÉENNES
20% MOINS CHER
990 F

CABINET D'OPTIQUE COSMAS
22 rue de la Pépinière (en étage) - Paris 8°
☎ 522.80.44 + Métro : St Lazare ou St Augustin

41 B. du Montparnasse Paris 6°
☎ 222.81.10 et 222.54.51
Métro: Montparnasse ou Voltaire



37 Bd de Magenta Paris 10° Entéege
☎ 208.35.37
Métro: J.Bonsergent ou Château d'eau



SYNDICATS

Revolutionnaires et...

Le conseil des ministres du 25 février a adopté une série de mesures qui tendent à donner un peu plus de pouvoir aux usagers dans le domaine de l'aménagement de leur cadre de vie. Les usages étaient proposés par M. Robert Galley, ministre de l'équipement. Elles portaient sur la réforme de l'enquête publique. Les autres émanaient de M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, qui s'inspirait des quarante-cinq propositions avancées par le rapport de M. Pierre Delmon (« Le Monde » du 11 février).

TRAVAIL MANUEL

M. STOLERU : changer...

PRODUCTION DE PA

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE

DIRECTION DE L'INDUSTRIE ET

SERVICE TECHNIQUE PAVER

Succurs Administratif : 17, rue de la République, 75

Article 1. — La modification de...

Article 2. — La modification de...

Article 3. — La modification de...

Article 4. — La modification de...

Article 5. — La modification de...

Article 6. — La modification de...

Article 7. — La modification de...

Article 8. — La modification de...

Article 9. — La modification de...

Article 10. — La modification de...

Article 11. — La modification de...

Article 12. — La modification de...

Article 13. — La modification de...

Article 14. — La modification de...

Article 15. — La modification de...

Article 16. — La modification de...

Article 17. — La modification de...

Article 18. — La modification de...

Article 19. — La modification de...

Article 20. — La modification de...

Article 21. — La modification de...

Article 22. — La modification de...

Article 23. — La modification de...

Article 24. — La modification de...

Article 25. — La modification de...

Article 26. — La modification de...

Article 27. — La modification de...

Article 28. — La modification de...

Article 29. — La modification de...

Article 30. — La modification de...

Article 31. — La modification de...

Article 32. — La modification de...

Article 33. — La modification de...

Article 34. — La modification de...

Article 35. — La modification de...

Article 36. — La modification de...

Article 37. — La modification de...

Article 38. — La modification de...

Article 39. — La modification de...

Article 40. — La modification de...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Bien orienté
La Bourse de Paris est orientée à la hausse en cette troisième séance de la semaine, les chiffres positifs ayant progressé de plus de 0,5 %.

Le mouvement, peu prononcé à l'ouverture, s'est confirmé par la suite, et l'optimisme des investisseurs a permis de faire passer le C.A. à 2.500 points, ce qui est le plus haut depuis le début de l'année 1969.

Les valeurs étrangères, et en particulier les actions américaines, ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs françaises ont également progressé, notamment les actions de la zone industrielle.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

LONDRES

La Bourse de Londres a été orientée à la hausse en cette troisième séance de la semaine, les chiffres positifs ayant progressé de plus de 0,5 %.

Le mouvement, peu prononcé à l'ouverture, s'est confirmé par la suite, et l'optimisme des investisseurs a permis de faire passer le C.A. à 2.500 points, ce qui est le plus haut depuis le début de l'année 1969.

Les valeurs étrangères, et en particulier les actions américaines, ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs françaises ont également progressé, notamment les actions de la zone industrielle.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

NEW-YORK

Un déclin est intervenu mardi à Wall Street, les investisseurs ont été inquiétés par la hausse des taux d'intérêt.

Le mouvement, peu prononcé à l'ouverture, s'est confirmé par la suite, et l'optimisme des investisseurs a permis de faire passer le C.A. à 2.500 points, ce qui est le plus haut depuis le début de l'année 1969.

Les valeurs étrangères, et en particulier les actions américaines, ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs françaises ont également progressé, notamment les actions de la zone industrielle.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

NEW-YORK

Un déclin est intervenu mardi à Wall Street, les investisseurs ont été inquiétés par la hausse des taux d'intérêt.

Le mouvement, peu prononcé à l'ouverture, s'est confirmé par la suite, et l'optimisme des investisseurs a permis de faire passer le C.A. à 2.500 points, ce qui est le plus haut depuis le début de l'année 1969.

Les valeurs étrangères, et en particulier les actions américaines, ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs françaises ont également progressé, notamment les actions de la zone industrielle.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Les valeurs de la zone industrielle ont été les plus dynamiques, tirées par la hausse de l'indice S&P 500.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

BOURSE DE PARIS - 25 FÉVRIER - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

MARCHÉ À TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

MARCHÉ À TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various stock indices and prices.

